



Archives et Droits de l'Homme

Mars 2017

Commentaires.

Les parties du corps font partie des archives. Une affaire judiciaire peut comprendre un doigt momifié qui faisait partie d'une réclamation pour dommages. Des circonstances étranges peuvent conduire à une archive contenant des restes brûlés jusqu'à ce qu'une solution adéquate et digne puisse être trouvée. Bien sûr, ce sont des situations archivistiques inhabituelles, mais pas inconnues.

Cependant, maintenant que le test ADN est devenu routinier dans de nombreuses régions du monde, les archives commencent à tenir à la fois les résultats des tests et les échantillons - les parties provenant du corps. Les archives du Comité international de la Croix-Rouge détiennent des échantillons d'ADN du Chili et commencent à en obtenir davantage du Liban. Les principales organisations d'anthropologie judiciaire, telles que la Fondation guatémaltèque d'anthropologie légale, disposent de vastes collections d'échantillons d'ADN et de documents de résultats de tests. À des fins médico-légales, l'ADN est pris à la fois à partir des restes découverts et des membres de la famille des personnes qui ont disparu dans l'espoir qu'un jour les résultats correspondront. Par exemple, dans une zone située à l'extérieur de la ville de Veracruz, au Mexique, les restes de plus de 250 personnes dans 125 tombes distinctes ont été découverts depuis que les fouilles sur le site ont débuté en été 2016. Selon un rapport publié au *Los Angeles Times*, les tueurs avaient «supprimé» systématiquement "toutes les traces d'identification sur leurs victimes", donc l'ADN reste le meilleur indice de leur identité. Les fonctionnaires recueillent l'ADN des proches des disparus et les deux premiers ensembles de restes ont été identifiés.

<http://www.latimes.com/world/mexico-americas/la-fg-mexico-disappeared-20170320-story.html>

La médecine légale est peut-être l'utilisation la plus célèbre de l'ADN, mais plus d'échantillons d'ADN sont prélevés et stockés pour des raisons médicales. L'utilisation de l'ADN et des tests génétiques est une question si complexe qu'un comité des Académies nationales des sciences, de l'ingénierie et de la médecine des États-Unis vient d'examiner «comment les preuves sont générées, évaluées et résumées» et a élaboré un cadre pour la preuve, nécessaire pour évaluer la "validité et l'utilité" des tests génétiques. <https://www.nap.edu/read/24632/chapter/1> Les échantillons d'ADN sont utiles pour un nombre croissant d'études médicales, mais ils fournissent également des preuves de parenté. Une grande industrie a vu le jour pour permettre aux gens de trouver leurs «racines», que ce soit une personne adoptée essayant de trouver un parent biologique ou un homme qui veut tout simplement savoir s'il doit porter des culottes de cuir ou un kilt à un rassemblement familial.

Le stockage des échantillons et des résultats d'analyse ADN est une préoccupation à long terme. Avec la croissance rapide de l'industrie de l'ADN, les archivistes devront s'impliquer dans les problèmes de conservation et d'accès. La gestion des archives d'ADN nécessitera un mélange de techniques d'archivage et d'investigation médicale.

Mais les nouvelles les plus étonnantes sur l'ADN et les archives sont les suivantes: les chercheurs du New York Genome Center et de l'Université de Colombie ont découvert qu'ils peuvent coder des documents numériques sur l'ADN. Selon le magazine *Science*, "l'ADN a le potentiel de fournir un stockage d'informations à grande capacité". Les chercheurs déclarent: "L'ADN est un moyen attrayant pour stocker l'information numérique. . . Une stratégie de stockage, appelée DNA Fountain. . . est très robuste. . . En utilisant notre approche, nous avons stocké un système d'exploitation informatique complet, un film et d'autres fichiers. . . dans les oligonucléotides de l'ADN et nous avons parfaitement récupéré l'information". <http://science.sciencemag.org/content/355/6328/950> Une future question de référence pourrait-elle être: "Si je vous donne mon frottis buccal, pouvez-vous stocker toutes les photographies de ma famille sur mon ADN?"

Nouvelles internationales.

Cour de justice européenne. Il y a deux ans, la Cour a statué sur le fait que les gens ont le droit de mettre à jour ou de supprimer des informations sous forme électronique que les moteurs de recherche pourraient trouver sur eux. Elle a maintenant ajouté un qualificatif, statuant que «les individus ne peuvent pas exiger que les données personnelles soient effacées des documents de la société inclus dans un registre officiel», a déclaré *TechEye*. La Cour a soutenu que les registres de la société «doivent être publics pour assurer la sécurité juridique et pour protéger les intérêts de tiers». Elle a reconnu qu'il «pourrait y avoir des situations spécifiques dans lesquelles l'accès aux données personnelles dans les registres des entreprises pourrait être limité, par exemple une longue période après la dissolution d'une entreprise », mais cela "devrait être déterminé au cas par cas". <http://www.techeye.net/news/european-court-backtracks-on-right-to-be-forgotten>

Cour internationale de Justice (CIJ). La Cour a rejeté une demande de la Bosnie qui demandait à ce que soit examiné le jugement de génocide de la CIJ de 2007 qui a libéré la Serbie de la responsabilité du génocide en Bosnie pendant la guerre de 1992-1995. Le rejet était procédural; La Cour a déclaré qu'elle ne pouvait pas agir sur la demande parce qu'elle n'avait pas reçu l'approbation des trois membres de la présidence collective de la Bosnie (qui représentent respectivement la population croate, serbe et bosniaque), chacun d'entre eux ayant écrit à la Cour pour exprimer ses points de vue, a rapporté *BIRN*. Le membre serbe de la présidence y était fortement opposé. http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnia-appeal-in-genocide-case-against-serbia-rejected-03-09-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=9a7b38f0af-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-9a7b38f0af-319755321

Commission internationale indépendante d'enquête sur la République arabe syrienne. Dans un rapport au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, la Commission d'enquête internationale indépendante de l'ONU sur la Syrie a déclaré que les tactiques utilisées par les forces gouvernementales syriennes et leurs alliés dans le conflit à Alep entre juillet et décembre 2016 ont entraîné des souffrances inégalées pour les Syriens, hommes, femmes et enfants et constituaient des crimes de guerre. Le rapport était basé sur 291 entretiens, incluant des citoyens de la ville d'Alep, l'examen de l'imagerie satellitaire, des photographies, des vidéos et des dossiers médicaux. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G17/026/63/PDF/G1702663.pdf?OpenElement>

Les Nations Unies. Le Conseil de sécurité a adopté une résolution visant à renforcer les mesures pour protéger le patrimoine culturel contre la destruction. Il "déploie et condamne" le dommage et la

destruction d'un éventail d'objets culturels, y compris des archives. Il «encourage» les États membres à protéger ces biens dans «un réseau de “refuges sûrs” » sur leur propre territoire et à créer des inventaires nationaux de biens culturels pour établir des procédures et, « le cas échéant, des bases de données » sur l'exportation illicite et les biens culturels manquants.

[http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/2347\(2017\)](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/2347(2017)); pour communiqué de presse de l'UNESCO
<http://whc.unesco.org/en/news/1648>

Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et le Rapporteur spécial sur les substances toxiques ont appelé à un «traité global et contraignant pour réglementer les pesticides dangereux tout au long de leur cycle de vie, en tenant compte des principes relatifs aux droits de l'homme». Jusqu'à ce qu'un tel traité soit en place, ils exhortent les États à «établir un processus impartial et indépendant d'évaluation des risques et d'inscription pour les pesticides, avec les exigences de divulgation complète du producteur». Ils ont déclaré qu'il n'existait «pas de statistiques mondiales fiables sur le nombre de personnes qui souffrent d'une exposition aux pesticides» mais a cité une estimation selon laquelle, entre 1 et 41 millions de personnes sont affectées annuellement par une exposition à court et à long terme.
<http://www.srtoxics.org/2017/03/srfood-pesticides-pressrelease/>

Deux fonctionnaires de l'ONU et quatre Congolais travaillant avec eux pour surveiller un régime de sanctions imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU à République démocratique du Congo ont été capturés par un groupe militant le 12 mars. L'ONU a annoncé le 28 mars que les corps des deux membres des Nations Unies et leur interprète ont été trouvés. Le père d'un des enquêteurs a déclaré que "les tests d'ADN et les dossiers dentaires seront utilisés pour confirmer l'identité des corps". Un ancien coordinateur du groupe ONU-Congo a déclaré à *Reuters*: «Aller aux endroits où peu de gens vont, en posant des questions que peu de gens demandent, découvrir la vérité, c'est le travail des experts des Nations Unies. C'est ainsi que les rapports et les recommandations (directives) du Conseil de sécurité sont écrits." <http://news.trust.org/item/20170328123826-gn5z4/>

Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Le Haut-Commissaire a publié un article intitulé "Les droits de l'homme ont été bafoués lors de la construction d'infrastructures". Notant les meurtres d'activistes opposés aux projets de développement d'infrastructures, il a déclaré que les «outils de répression» utilisés dans le «monde machiste de la méga-infrastructure» comprennent des "contraintes aux assemblées, répression contre les organisations non-gouvernementales, entraves aux médias indépendants, censure de l'État, lois antiterroristes draconiennes, diffamation par l'État, surveillance, détention arbitraire, torture et disparitions ". Et, écrit-il, " dans certains pays des lois punitives et des organismes spéciaux chargés de l'application de la loi ont été créés spécifiquement pour protéger les intérêts des investisseurs". Il a formulé six recommandations, parmi lesquelles « toutes les institutions de financement du développement et leurs mécanismes de responsabilisation indépendants devraient systématiquement collecter et publier des données sur l'intimidation, la coercition et les représailles dans le cadre de leurs activités, et quelles mesures sont prises en réponse à ces actes. " <http://www.miamiherald.com/opinion/op-ed/article136884218.html>

Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Alors que la guerre en Syrie finit sa sixième année, le Haut-Commissaire a signalé que 4,9 millions de Syriens - près d'un quart de la population d'avant-guerre - ont fui leur pays. En outre, 6,3 millions ont été déplacés mais sont encore en Syrie.
<http://www.unhcr.org/sy/1046-as-war-enters-7th-year-unhcr-warns-syria-is-at-a-crossroads.html>

Organisation mondiale de la santé (OMS). En utilisant des données provenant d'un large éventail d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales et d'études universitaires, l'OMS a publié deux publications: un atlas sur la santé et l'environnement des enfants et un rapport complémentaire intitulé «Ne polluez pas mon avenir! L'impact de l'environnement sur la santé des enfants ». Les études concluent que, chaque année, dans le monde entier, « plus de 1 mort sur 4

d'enfants de moins de 5 ans sont attribuables à des milieux malsains », soit environ 1,7 million d'enfants. <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2017/pollution-child-death/en/>

Monde/Nouvelles générales.

Archives d'entreprises. Le Corporate Human Rights Benchmark (CHRB), une organisation d'investisseurs et de groupes à but non lucratif, a publié son premier rapport annuel. Il a évalué 98 des plus importantes sociétés cotées en bourse dans le monde dans les secteurs des produits agricoles, des vêtements et des industries extractives sur 100 indicateurs liés aux droits de l'homme. Les membres du personnel de Benchmark ont utilisé "l'information publique divulguée par les entreprises sur leurs sites Web, d'autres plates-formes ou via la plate-forme de divulgation de CHRB". Dans une description utile et détaillée de la méthodologie utilisée, le CHRB a écrit: "Cette thématique de mesures cherche à reconnaître les entreprises qui divulguent des informations pertinentes sur les droits de l'homme, que les informations divulguées soient suffisantes pour atteindre un score 1 ou 2 dans un indicateur CHRB. L'objectif est d'encourager même les entreprises les moins performantes à devenir plus transparentes en tant que première étape vers le respect des droits de l'homme." Noté sur une échelle de 1 à 10, 10 étant le sommet, le plus haut score d'entreprise était de 7,8 et la moyenne était de 3,0.

https://www.corporatebenchmark.org/?token=9pZhvrDDHU0CjukMmiC0yiYzVgJEuk_GyFJCYqMx6A&webform_id=welcome

Le Centre de ressources pour les entreprises et les droits de l'homme, une organisation non gouvernementale basée à Londres, a lancé la Base de données des défenseurs en février: «Au cours des deux dernières années, nos chercheurs ont compilé plus de 400 cas d'attaques contre des défenseurs des droits de l'homme travaillant sur le sujet de la responsabilité des entreprises à travers le monde. Nous avons trouvé le plus d'attaques dans les secteurs suivants: l'exploitation minière (30), l'agro-industrie (14), le gaz, le pétrole et le charbon (8) et la construction de barrages (7)." Le Centre a déclaré qu'un quart des cas "était connecté aux entreprises dont le siège social est situé en Chine, aux États-Unis ou au Canada ou dans leurs filiales". La relation entre ces données et celle de l'article précédent est intéressante, notamment en ce qui concerne les industries minières.

<https://www.business-humanrights.org/en/key-findings-from-the-database-of-attacks-on-human-rights-defenders-feb-2017>

Les organisations non gouvernementales Swedwatch and Fair Finance Guide Sweden ont produit un rapport détaillé sur le « rôle des banques liées à la crise rencontrée par les peuples indigènes de Bornéo et leurs forêts ». Le rapport a utilisé les archives publiques de sept banques basées en Scandinavie. Les chercheurs recommandent que les gouvernements de l'Indonésie et de la Malaisie «garantissent l'accès public aux documents historiques concernant l'utilisation des terres des peuples autochtones». Ils recommandent également que les gouvernements «obligent les entreprises et les investisseurs à effectuer» des évaluations des projets et les «rapports d'évaluation résultants, inclus les rapports EIE [évaluation d'impact sur l'environnement] devraient faire l'objet d'une divulgation publique obligatoire».

http://www.swedwatch.org/sites/default/files/tmp/silent_approval_borneo_full_report_0.pdf

"LafargeHolcim, une cimenterie française, a admis "qu'il avait payé des groupes armés en Syrie pour poursuivre ses opérations", a déclaré *l'Agence France Presse*. L'usine a fonctionné en Syrie de 2010 à 2014, a déclaré un communiqué de la société. À la suite de poursuites intentées contre elle en 2016, la «société a entrepris une enquête interne indépendante» et a constaté que «la société locale a fourni des fonds à des tiers pour élaborer des ententes avec un certain nombre de groupes armés, y compris les parties sanctionnées, afin de maintenir les opérations et assurer le passage en sécurité des employés et des fournitures à destination et en provenance de l'usine». Les archives de l'entreprise doivent avoir été essentielles durant l'enquête interne. <http://en.rfi.fr/middle-east/20170302-french-cement-giant-admits-unacceptable-practices-syria-plant>; <http://www.lafargeholcim.com/LafargeHolcim-responds-syria-review>

En 1991, Shell Oil Company a réalisé un film intitulé «Climat de Préoccupation», qui «a énoncé avec clarté comment le monde se réchauffe et quelles sont les graves conséquences qui pourraient bien en résulter», a rapporté *The Guardian*. Redécouvert par un journaliste hollandais, le film était antérieur à

un rapport d'entreprise de 1986 obtenu par *The Guardian* qui prévoyait les conséquences du changement climatique. Cependant, depuis ce temps, Shell est restée membre de groupes qui luttent contre les objectifs énergétiques aux États-Unis et en Europe et a continué à investir dans les combustibles fossiles. <https://www.theguardian.com/environment/2017/feb/28/shell-film-warning-climate-change-rate-faster-than-end-ice-age>

Six anciens enfants esclaves du Mali qui avaient travaillé sur des fermes de cacao en Côte d'Ivoire (le plus grand producteur de cacao au monde) ont intenté une poursuite contre l'unité américaine de Nestlé et Cargill Inc., alléguant qu'ils savaient que le travail forcé était utilisé, mais «leur avait fourni des fonds, des fournitures et des formations», a déclaré *Bloomberg News*. La Cour fédérale des États-Unis en Californie a rejeté l'affaire en disant que «les anciens enfants esclaves n'avaient pas démontré que le comportement local des deux sociétés était lié à l'utilisation du travail forcé chez leurs fournisseurs étrangers». <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-03-10/nestle-cargill-win-dismissal-of-lawsuit-by-former-child-slaves>

En 2015, Volkswagen a reconnu qu'il avait «truqué» les tests d'émissions sur les automobiles qu'il vendait dans le monde entier. Une équipe de scientifiques du Massachusetts Institute of Technology a estimé que 1'200 personnes en Europe mourront prématurément, chacune perdant jusqu'à une décennie de vie, en raison de l'émission excédentaire de 2,6 millions de voitures affectées vendues *juste* en Allemagne. "L'équipe a basé son analyse en partie sur les mesures prises par l'Autorité fédérale de transport automobile pour les émissions des véhicules Volkswagen. Ils ont ensuite utilisé des données historiques sur le comportement de conduite en Allemagne pour estimer le nombre de kilomètres annuels parcourus par chaque voiture et où les conducteurs étaient susceptibles de conduire le plus. De là, les chercheurs ont généré une carte d'émissions excédentaires en Allemagne. <http://news.mit.edu/2017/volkswagen-emissions-premature-deaths-europe-0303>

Un groupe de personnes qui affirment avoir développé un lymphome non hodgkinien à la suite de l'exposition au glyphosate, un ingrédient clé de l'herbicide Roundup, a poursuivi Monsanto, la société qui produit l'herbicide. Le juge du procès a "descellé" les documents Monsanto, incluant "les courriels internes et le trafic de courrier électronique entre l'entreprise et les régulateurs fédéraux". Les documents de l'entreprise suggèrent que "Monsanto avait fait une recherche fantôme qui a été attribuée plus tard à des universitaires" et a travaillé à éviter les enquêtes gouvernementales sur l'impact du glyphosate sur la santé, a rapporté *New York Times*. https://www.nytimes.com/2017/03/14/business/monsanto-roundup-safety-lawsuit.html?_r=0

Sports. Le Comité International Olympique a modifié son contrat standard pour les villes hôtes. La révision "vise spécifiquement à protéger les droits de l'homme et à lutter contre la corruption". Parmi les changements, il incombe au pays hôte de se conformer aux Principes directeurs des Nations Unies en matière de droits des entreprises et des droits de l'homme et d'établir et de maintenir un «reporting et une conformité efficaces». <https://www.olympic.org/news/ioc-strengthens-its-stance-in-favour-of-human-rights-and-against-corruption-in-new-host-city-contract>

Torture. Deux personnes torturées par les États-Unis ont intenté une action contre les deux psychologues de l'Agence centrale de renseignement (CIA) qui ont conçu le programme de torture. Ils ont demandé à voir des dossiers de la CIA pour le procès, mais l'Agence "a officiellement affirmé la confidentialité des secrets d'Etat" pour empêcher "la divulgation de sept catégories d'informations concernant son programme d'interrogatoire après le 11 septembre", a déclaré *Secrecy News*. Pour le contexte, voir *HRWG News* 2016-11. <https://fas.org/blogs/secrecy/>; <https://fas.org/sgp/jud/statesec/mitchell-pompeo.pdf>

Seconde Guerre mondiale. Les archives nationales de l'U.K ont publié «le lot final» des dossiers de réclamation de persécution nazie. Après la Seconde Guerre mondiale, le ministère des Affaires étrangères de l'U.K a administré un programme de distribution de paiements aux victimes britanniques de persécutions nazies, y compris les proches des victimes de camps de concentration. Environ 4'000

personnes ont fait une demande, et environ un quart ont reçu réparation, a déclaré *The Jewish Chronicle*. <https://www.thejc.com/news/uk-news/thousands-of-stories-of-nazi-persecution-revealed-as-holocaust-compensation-scheme-records-published-1.434553> ; pour la déclaration des Archives nationales, voir <http://www.nationalarchives.gov.uk/about/news/nazi-persecution-claim-case-files-released/>

La Freie Universitat Berlin, les héritiers de Rudolf Mosse (un éditeur possédant une vaste collection d'art) et la German Lost Art Foundation ont formé un partenariat: "En utilisant les méthodes de recherche de provenance, l'objectif est de déterminer quelles œuvres de la Mosse Collection existent encore et où elles se trouvent actuellement. Les résultats seront rendus accessibles au public en temps opportun grâce à une publication en ligne accompagnée d'une base de données d'objets. "Un article connexe a déclaré que la Fondation aidera les collectionneurs privés à déterminer les origines des œuvres d'art qu'ils ont héritées ou obtenues. http://www.fu-berlin.de/en/presse/informationen/fup/2017/fup_17_043-rudolf-mosse-erforschung-verbleib-von-entzogenen-werken-gemeinsam-erbengemeinschaft/index.html

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Bosnie / États-Unis. Aux États-Unis, "l'ancien militaire de l'Armée de Bosnie, Slobodan Maric, qui est devenu citoyen américain naturalisé en 2002, a été dépouillé de son statut, et a été emprisonné pendant 18 mois pour ne pas avoir divulgué son rôle dans les crimes de guerre", a déclaré BIRN. Pendant ce temps, à Sarajevo, Edin Sakoc, qui a été renvoyé en Bosnie par les États-Unis en février 2016 "parce qu'il avait donné de fausses informations sur son rôle dans la guerre de Bosnie aux autorités" en arrivant aux États-Unis, a été reconnu coupable de crimes de guerre.

http://www.balkaninsight.com/en/article/us-jails-bosnian-for-war-crimes-lies-03-28-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=0f6abc3ec7-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-0f6abc3ec7-319755321;
http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnian-croat-fighter-jailed-for-serbs-murders-03-10-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=3eb72eea7a-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-3eb72eea7a-319755321

Burkina Faso / France. Près de 30 ans après l'assassinat de Thomas Sankara, le président du Burkina Faso, orchestré par un coup d'état dirigé par Blaise Compaore, et maintenant après plus de trois ans que Compaore a lui-même été renversé, le député représentant le Burkina Faso dans la législature française exige que la France ouvre ses archives sur le meurtre de Sankara, a déclaré RFI et

Le Monde. <http://www.rfi.fr/afrique/20170318-burkina-faso-depute-francais-amirshahi-ouverture-archives-sankara> ;
http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/13/ouvrons-les-archives-sur-le-meurtre-de-thomas-sankara_5093727_3212.html

Colombie / Venezuela. Un rapport de l'Open Society Foundations, «Né dans les Amériques: la promesse et la pratique des lois sur la nationalité au Brésil, au Chili et en Colombie», a souligné les problèmes des Wayuu qui vivent à la frontière nord entre la Colombie et le Venezuela. Traditionnellement, ils «se déplacent d'avant en arrière sur la frontière, passent souvent la saison sèche du côté vénézuélien et la saison des pluies en Colombie» et les deux pays leur accordent la nationalité. Cependant, les Wayuu "manquent souvent de documents d'identité officiels tels que les certificats de naissance ou les cartes d'identité délivrés par l'État" et le resserrement de la frontière les a laissés "incapables de franchir la frontière aussi facilement qu'ils l'ont fait autrefois." Certains "ont été privés de documents officiels par les deux pays, les laissant dans un état de nationalité non confirmée - effectivement apatride. De plus, les problèmes de la frontière s'ajoutent à des défis supplémentaires pour les Wayuu, causés par une sécheresse de sept ans qui a frappé la région. Dans cette situation, avoir des documents d'identité officiels est essentiel pour accéder aux services gouvernementaux et aux secours d'urgence désespérément nécessaires".

<https://www.opensocietyfoundations.org/reports/born-americas-promise-and-practice-nationality-laws-brazil-chile-and-colombia>

Croatie / États-Unis. Les descendants des victimes de la Seconde Guerre mondiale en Croatie ont intenté une action contre l'Etat croate au tribunal fédéral de l'Illinois aux États-Unis, a rapporté BIRN.

Ils "exigent 3,2 milliards d'euros en compensation de la Croatie pour les biens saisis, ainsi que pour la souffrance de leurs proches pendant la Seconde Guerre mondiale, infligée par l'état-marionnette d'influence nazie, dirigée par le mouvement fasciste Ustasa". La loi croate permet le retour des biens saisis pour l'Etat pendant les « temps yougoslaves », mais pas pendant la Seconde Guerre mondiale. Le préambule de la constitution de la Croatie indique qu'elle n'est pas le successeur légal de l'Etat nazi. Tracer les revendications de propriété nécessiterait l'utilisation de nombreuses archives.

<http://www.balkaninsight.com/en/article/us-private-suit-reveals-croatia-s-wwii-property-restitutions-problems-03-13-2017>

France / Espagne. Les documents saisis par les autorités françaises des séparatistes basques dans les années 1980 seront donnés à l'Espagne avant la fin 2017, ont annoncé François Hollande et Mariano Rajoy lors du sommet franco-espagnol fin février. <http://www.sudouest.fr/2017/02/24/les-archives-d-eta-remises-a-l-espagne-3225069-6779.php>

Allemagne / Pologne / États-Unis. La Pologne a demandé aux États-Unis d'extrader Michael Karkoc, l'accusant de diriger une unité nazie qui a mené des massacres dans l'est de la Pologne pendant la Seconde Guerre mondiale, a rapporté *l'Associated Press*. "La décision en Pologne survient quatre ans après que l'AP a publié une histoire établissant que Michael Karkoc a commandé l'unité, basé sur des documents de guerre, des témoignages d'autres membres de l'unité et les mémoires de Karkoc publiées en langue ukrainienne". http://www.theeagle.com/news/world/poland-confirms-minnesota-man-as-nazi-commander/article_c34003b0-85cd-5743-961e-4810837a2f97.html

Israël / Palestine. À l'aide des données du ministère israélien de la Défense, B'Tselem, une organisation non gouvernementale en Israël, a constaté qu'il y a eu "95% de moins de Palestiniens qui ont demandé une indemnisation" pour les cas où les soldats israéliens "ont tué, blessé ou handicapé des civils palestiniens". Le rapport a déclaré que les changements dans la loi israélienne ont conduit les Palestiniens à reconnaître que de telles allégations étaient futiles, bien que dans les années 90, avant que les changements ne prennent effet, «des milliers de Palestiniens avaient déposé une demande». <http://www.aljazeera.com/indepth/features/2017/03/israel-denies-redress-thousands-palestinians-170307112623995.html>, for the report see http://www.btselem.org/download/201703_getting_off_scot_free_eng.pdf

Kosovo / Serbie. BIRN a rapporté que le chef de la commission des personnes disparues du gouvernement du Kosovo a déclaré que la Serbie cachait des informations sur les personnes disparues depuis la guerre de 1998-1999: «Sur cette question, c'est seulement à la Serbie que nous devons parler, parce que la Serbie a organisé des crimes pendant la guerre. On soupçonne qu'ils ont des documents, des fichiers. Ils ont également des personnes qui ont des informations et connaissent les emplacements de tous ceux qui manquent. " <http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-accused-of-hiding-information-on-kosovo-graves-03-15-2017>

Panama / États-Unis. En juillet 2016, le Panama a créé une commission de la vérité pour examiner les événements entourant l'invasion américaine du Panama en 1989 et le renversement du gouvernement de Manuel Noriega. Maintenant, la Cour suprême panaméenne a accepté de donner aux membres de la commission l'accès aux dossiers qu'elle détient, a rapporté *Prensa Latina*. Le juge en chef a déclaré que la commission peut avoir accès à «cette information précieuse au sein des archives qui n'a pas été détruite et qui est très bien conservée ici». <http://www.prensa-latina.cu/index.php?o=rn&id=69220&SEO=justicia-panamena-abre-archivos-sobre-invasion-de-ee-uu>

Nouvelles nationales.

Afghanistan. L'Institut pour les rapports sur la guerre et la paix (IWPR), une organisation non gouvernementale basée à Londres, a examiné la question de savoir combien de femmes en Afghanistan ont des cartes d'identité. À l'échelle du pays, 56% des femmes n'ont pas de cartes d'identité et dans la province de Nangarhar, dans l'est, 70% n'en ont pas. Les cartes "sont vitales pour accéder aux services

de base, tels que les soins médicaux, l'éducation et la banque, l'emploi et le vote", a déclaré IWPR, mais "beaucoup de femmes ont déclaré à l'IWPR que leur famille leur avait refusé la permission de demander des cartes d'identité". <http://www.refworld.org/docid/58de4c184.html>

Albanie. En 2015, le parlement a adopté une loi ouvrant l'accès aux dossiers de la police secrète de l'époque communiste, le Sigurimi. En décembre 2016, "une autorité indépendante a été mise en place pour aider quiconque cherchait des informations sur leur propre expérience ou le destin d'un être cher", a indiqué l'AFP. Le chef de l'autorité a déclaré que les archives avaient «des millions de pages de documents, plus de 120'000 fichiers et 250'000 documents d'archives», une distinction qui n'est pas claire. Elle a ajouté: "Les archives de la dictature contiennent des secrets douloureux pour de nombreux Albanais". L'AFP a noté que «l'objectif principal de l'ouverture des archives est de s'assurer qu'aucun ancien collaborateur de Sigurimi ne peut occuper un poste public» et «apporter la transparence à la scène politique antagoniste de l'Albanie".

<https://sg.news.yahoo.com/opening-secret-police-files-albania-seeks-drain-swamp-032145504.html>

Argentine. Le 30 décembre 2016, le Secrétariat de la modernisation administrative du Ministère de la Modernisation de la Nation a envoyé une ordonnance administrative aux bureaux pour "nettoyer" les anciens dossiers et a donné l'autorité à tout fonctionnaire au niveau de directeur général ou au-dessus pour autoriser la destruction, a rapporté *Pagina 12* sous le titre «Archives en danger». Si le fonctionnaire décide que les archives ont une «valeur historique», elles doivent être envoyées aux Archives nationales. Cela renverse le processus habituel de prise de décision pour la valeur historique. Puis, en février, les Archives générales de la magistrature ont annoncé qu'elles autorisaient la destruction de tous les dossiers datés entre 1941 et 1982 qui sont tenus par les tribunaux de première instance (tribunaux de niveau les plus bas). Une pétition contre ces ordres circule pour signature._

<https://www.pagina12.com.ar/26577-archivos-en-peligro>

La Bosnie. L'Institut des personnes disparues de Bosnie a déclaré au BIRN que, pendant le processus en cours pour vérifier dans le registre national le nom des personnes disparues, l'Institut a trouvé 911 personnes sur le registre qui sont en vie parce que "des documents d'identification leur ont été délivrés depuis la guerre". Environ 7'000 personnes restent manquantes; 2'600 restes ont été exhumés mais non identifiés. Le porte-parole de l'Institut a déclaré: "Une fois le processus de vérification terminé, un fichier électronique et imprimé sera ouvert sur chaque personne disparue".

<http://www.balkaninsight.com/en/article/over-900-missing-bosnians-actually-alive-03-06-2017>

Canada. Deux survivants d'abus sexuel au Résidentiel indigène de Sainte-Anne dans le nord de l'Ontario ont déposé plainte auprès de la Cour supérieure, en demandant "d'ordonner une enquête approfondie sur les raisons pour lesquelles des milliers de pages de documents de police résultant d'une enquête dans les années 1990 et détaillant les abus n'ont pas été divulgués lorsque les survivants demandaient une indemnité en vertu du processus de Règlement des pensionnats indiens qui avait débuté en 2006", a déclaré le *Toronto Star*. L'avocat des survivants a soutenu que l'absence de documents, qui n'ont été divulgués que suite à l'ordonnance du tribunal en 2014, "a nuit à la capacité des survivants d'obtenir une juste compensation". <https://www.thestar.com/news/canada/2017/03/24/lawy>

La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a statué que la province devait fournir à la compagnie de tabac Philip Morris International (PMI) des «données anonymes» des bases de données gouvernementales informationnelles sur la santé. PMI déclare qu'elle a besoin des données pour préparer sa défense dans les procès intentés contre elle par des personnes qui cherchent à récupérer les coûts de soins de santé des conditions médicales qu'ils ont subi et qui sont associés à l'usage du tabac.

<http://www.it-can.ca/2017/03/01/government-of-bc-ordered-to-give-tobacco-companies-access-to-medicare-information/>

Colombie. Le Congrès a approuvé le système de justice transitoire qui était un élément clé des accords de paix entre le gouvernement et le groupe rebelle des FARC. Le système comprend un tribunal (la

Compétence spéciale pour la paix), une commission de vérité et une unité pour les personnes disparues. Le projet de loi "doit maintenant être approuvé par la Cour constitutionnelle pour qu'il devienne effectif", a expliqué *Colombia Reports*. <http://colombiareports.com/colombia-congress-approves-transitional-war-crimes-courts/>

Le rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Colombie comprenait des déclarations importantes sur les archives. Le paragraphe 24 note que les cas se trouvant dans les archives du Procureur général, du système de justice militaire, de l'Avocat général, du contrôleur général et du Congrès doivent être connus de la nouvelle Juridiction spéciale pour la paix (JEP) qui traitera les enquêtes et les poursuites des personnes responsables de crimes de guerre et de terrorisme. Le paragraphe 25 a plaidé en faveur de «changements juridiques, institutionnels, budgétaires et culturels concernant l'identification, la protection, l'accès et l'utilisation des archives d'État pour faciliter le travail du système de justice de transition». Il «se félicite» du pouvoir du Secrétaire exécutif du PEC «pour ordonner la protection des documents publics ou privés liés au conflit» et «réitère la nécessité de protéger toutes les archives liées aux violations flagrantes des droits de l'homme du passé». Dans un ajout important, le paragraphe dit: "Bien que l'Accord de paix ne mentionne pas le besoin pour les FARC-EP de contribuer avec ses archives, celles-ci devraient être incluses et examinées avec les mêmes critères que celles [concernant] les archives d'Etat". Dans la section sur la réforme du secteur du renseignement (paragraphe 82 à 84), le Haut-Commissaire avertit que les militaires ont "purgé" les archives de leurs documents "générant un risque que les preuves de violations des droits de l'homme aient été détruites" et exprime sa préoccupation sur la "portée et la régulation du pouvoir de surveiller le spectre électromagnétique, et la collecte de données sur les individus." <http://www.hchr.org.co/>

République démocratique du Congo. Après qu'une vidéo est devenue publique en février, elle "a montré que des soldats en uniforme ouvraient le feu sur un groupe de civils dans un massacre qui a laissé au moins 13 personnes mortes", ont déclaré sept officiers de l'armée congolaise et ont été accusés de crimes de guerre, a rapporté le *New York Times*. Pour le contexte, voir *HRWG News* 2017-02. https://www.nytimes.com/2017/03/18/world/africa/congo-massacre-war-crimes.html?_r=0

Le Salvador. Un tribunal d'El Salvador a notifié à sept anciens dirigeants militaires de haut niveau «qu'ils font l'objet d'une enquête pour leurs rôles présumés dans le massacre de 1000 paysans de 1981, considéré comme la pire atrocité dans la guerre civile sanglante du pays», a déclaré *Reuters*. Le cas de massacre d'El Mozote a été enquêté par la commission de vérité d'El Salvador (les archives de la commission se trouvent dans les archives des Nations Unies à New York). En juillet dernier, un juge a déclaré inconstitutionnelle la loi d'amnistie qui avait protégé les officiers; en octobre 2016, l'affaire a été officiellement rouverte et le juge "a ordonné que les dossiers militaires du moment du massacre soient remis aux enquêteurs, ainsi que des dossiers supplémentaires sur 14 autres ex-membres de l'armée et de la sécurité", a déclaré *Telesur*. <http://www.reuters.com/article/us-elsalvador-crime-idUSKBN1710G7>; <http://www.telesurtnv.net/english/news/Salvadoran-Judge-Reopens-Investigation-of-El-Mozote-Massacre-20161002-0002.html>

Gambie. Le ministre de la Justice a déclaré qu'une commission de vérité et de réconciliation serait mise en place "dans les six prochains mois et les audiences publiques devraient débiter d'ici la fin de l'année", a déclaré *Reuters*. Le gouvernement paiera des «réparations appropriées aux victimes» et enquêtera également sur les finances de l'ancien président Yahya Jammeh, qui est en exil en Guinée équatoriale. <http://www.reuters.com/article/us-gambia-politics-idUSKBN16U2ZD>

Guatemala. Le juge du procès de la disparition forcée de Marco Antonio Theissen et de la détention, torture et violences sexuelles subies par sa sœur Emma Molina Theissen a jugé qu'il y avait suffisamment de preuves pour envoyer cinq officiers de haut rang au procès pour les violations que la famille Theissen a subies, a rapporté *International Justice Monitor*. Le juge a déclaré qu'il «a fondé sa décision sur la preuve testimoniale qui a établi la survenance des événements en question, sur les

rapports d'experts qui analysent la conduite de l'armée conformément à la Doctrine de la sécurité nationale et des documents militaires qui établissent les postes occupés par chacun des défenseurs au moment des événements ". <https://www.ijmonitor.org/2017/03/judge-sends-five-high-ranking-military-officers-to-trial-in-molina-theissen-case/>

Inde. Dans l'état de Telanga, qui comprend le centre technologique indien Hyderabad, les responsables ont recommandé aux prêtres «de demander une preuve de l'âge des futurs époux avant de les marier», a annoncé la *Fondation Thomson Reuters*. Les données gouvernementales des deux dernières années montrent que dans les régions rurales de l'État, plus de 30% des garçons et des filles sont mariés avant l'âge légal (18 ans pour les femmes et 21 pour les hommes). Un prêtre a déclaré au journaliste: "Nous obtenons des formulaires remplis et prenons également des photos et une preuve d'identité des mariés. Des mariages ont été annulés après que nous ayons refusé d'offrir notre service."
<http://news.trust.org/item/20170321124921-1uhkn/>

Thomson Reuters Foundation a également rapporté que le World Resources Institute «utilise l'outil de collecte de données Collect Earth et des images satellitaires de très haute résolution pour étudier l'utilisation des terres dans le district de Sidhi dans l'État central du Madhya Pradesh». L'article a noté que «les images satellites sont de plus en plus utilisées dans les zones rurales pour cartographier les exploitations foncières en l'absence de mise à jour des enregistrements", mais n'a pas discuté des besoins et des coûts pour la préservation des données électroniques.

<http://news.trust.org/item/20170328180114-ri4pi/>

Irlande. Le scandale sur le traitement abusif d'une femme handicapée mentale surnommée «Grace» et 46 autres personnes vivant dans une maison d'accueil a fait la manchette des journaux pendant plusieurs années. Une commission d'enquête a été mise en place pour enquêter dans quelle mesure l'exécutif du service de santé du gouvernement "a conspiré pour couvrir le scandale sur l'abus sexuel de Grace", a rapporté *Irish Examiner*. L'enquête à l'origine voulait se concentrer uniquement sur le cas de Grace, mais le procès comprendra maintenant les 47 cas. Les documents gouvernementaux seront des preuves essentielles. <http://www.irishexaminer.com/ireland/grace-inquiry-to-probe-cover-up-by-hse-444763.html>

Les données gouvernementales de février "montrent un total record de 7'452 personnes sans-abris - une augmentation de 28% au cours des 12 mois précédents", a déclaré *Irish Examiner*, ajoutant que «plus de 2'500 d'entre eux sont des enfants». <http://www.irishexaminer.com/ireland/almost-7500-people-now-homeless-446140.html>

"Après la découverte d'une fosse commune suspectée sur le site de l'ancienne institution mère et bébé à Tuan, l'archiviste de la ville de [Limerick], Jacqui Hayes, affirme que le manque de documents et de documents appropriés rend presque impossible de savoir si un site de sépulture similaire existe à Limerick ", a rapporté le *Limerick Leader*.

<http://www.limerickleader.ie/news/home/239157/no-records-relating-to-baby-deaths-says-limerick-archivist.html>

Mexique. Deux projets de loi présentés devant la législature mexicaine ont de graves répercussions sur les droits de la personne. L'un d'entre eux, appelé réforme du droit pénal, "renverse le sens de la justice moderne: plutôt que d'être présumé innocent avant d'être prouvé coupable, il demande une preuve concrète de doute raisonnable, transférant essentiellement le fardeau de la preuve à l'accusé", a écrit le *New York Times*. Un autre projet de loi, sur la sécurité intérieure, élargirait les "pouvoirs officiels de l'armée en incluant des fonctions de police comme l'exécution de mandats d'arrestation, la saisie de communications privées, la supervision de scènes de crime, l'interrogatoire de témoins et l'enquête sur des cas". https://www.nytimes.com/2017/03/16/world/americas/mexico-trump-pena-nieto-wall-drug-war.html?_r=0; voir d'autres articles sur <https://www.wola.org/analysis/mexicos-internal-security-security/>

Myanmar. La Commission consultative de l'État de Rakhine (sur la situation de la minorité Rohingya au Myanmar) a publié un rapport intérimaire. Parmi les recommandations, le gouvernement du Myanmar

«devrait immédiatement établir une stratégie et un calendrier clairs pour le processus de vérification de la citoyenneté» et «déployer une campagne complète d'inscription des naissances avec des visites porte-à-porte effectuées par des équipes mobiles afin d'atteindre tous les enfants ».

<http://therohingya.com/statement-by-kofi-annan-chair-of-the-advisory-commission-on-rakhine-state-interim-report/>

Nicaragua. En 2003, le gouvernement a adopté une loi qui «oblige le gouvernement à éliminer des territoires indigènes les personnes sans titres fonciers appropriés». Depuis lors, les conflits sur les terres, en particulier dans la région de la côte des Caraïbes qui abrite le peuple Miskito, ont été sanglants, avec des allégations de fraude en matière de titres fonciers de la part des colons et des Miskitos. Un "fonctionnaire du gouvernement" a déclaré à un journaliste d'*Al Jazeera* "que, à plusieurs reprises, la police a refusé de recevoir des plaintes liées aux conflits territoriaux". Le fondateur d'un groupe non gouvernemental de défense des droits des autochtones a déclaré que le gouvernement ne veut "pas discuter de tout ce qui concerne le conflit territorial. Ils entravent notre travail, ne nous permettent pas d'accéder aux documents, ni même d'entrer dans leurs bureaux. "

<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2017/02/nicaragua-bloody-conflict-indigenous-land-170206114438236.html>

Paraguay. Une copie numérique des quelque 700'000 pages de "Archivo del Terror" sera déposée aux Archives nationales, a rapporté *Terra*. Les documents ont été découverts en 1992 et ont aidé à révéler les crimes contre l'humanité commis par des dictatures dans le Sud de l'Amérique latine au cours de la dernière moitié du 20ème siècle. <https://noticias.terra.cl/mundo/latinoamerica/archivo-del-terror-estara-digitalizado-en-el-archivo-nacional-de-asuncion,b35af38e57214c68d81cdcf8e01ab613lq0nfqt.html>

Portugal. Les personnes nées entre 1981 et 2006 «de parents dont le statut d'immigrant n'a pas été régularisé» ne bénéficient pas de la citoyenneté portugaise. La loi "concerne principalement les communautés noires, afro-descendantes du Portugal, qui proviennent principalement des anciennes colonies africaines du Cap-Vert, de l'Angola, de la Guinée-Bissau, de Sao Tomé-et-Principe et du Mozambique", a déclaré *Al Jazeera*. Sans citoyenneté, les gens n'ont pas "le droit de vivre, d'étudier et de travailler dans l'Union européenne". Ces personnes peuvent faire une demande de citoyenneté, mais si elles ont été reconnues coupables d'un crime qui a reçu une peine d'au moins trois ans, elle sera refusée, ce qui a même "entraîné la déportation de certains, après avoir purgé une peine criminelle, dans un pays où ils n'ont jamais mis les pieds". http://www.aljazeera.com/indepth/features/2017/03/portuguese-denied-citizenship-country-170302084810644.html?utm_source=Al+Jazeera+English+Newsletter+%7C+Weekly&utm_campaign=bea2a40261-EMAIL_CAMPAIGN_2017_03_26&utm_medium=email&utm_term=0_e427298a68-bea2a40261-225638537

Russie. *L'Express* a publié un article sur le projet à Moscou de recueillir des journaux personnels de personnes qui ont vécu les années Staline en Russie, de les transcrire et de les rendre disponibles en ligne. http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/la-vie-sous-staline-dans-les-journaux-intimes_1892881.html

Rwanda. *New Times* a rendu compte d'une conférence à Londres intitulée "Archives numériques, mémoire et reconstruction au Rwanda". Une étude menée en 2013 a identifié les "archives majeures dans 18 institutions" qui font maintenant partie des "Archives du génocide du Rwanda, archives sous forme physique et numériques". <http://allafrica.com/stories/201703220429.html>

Afrique du Sud. Un conflit de travail en août 2012 a laissé 44 morts, un événement connu sous le nom de massacre de Marikana. La Commission d'enquête Farlam a passé deux ans à enquêter sur le massacre, publiant son rapport en 2014. Actuellement, l'Institut des droits socioéconomiques d'Afrique du Sud, qui représente 36 familles des défunts, a mis "un ensemble complet de preuves, de démonstrations et de transcriptions sur un site en ligne simple et facile à naviguer ", a déclaré le *Mail and Guardian*. Les éléments de preuve comprennent «des témoignages de témoins oculaires et d'experts techniques, des rapports médicaux et médiatiques, des documents d'orientation et des protocoles de police». <https://mg.co.za/article/2017-03-23-00-bringing-home-the-truth-of-marikana>

Soudan du sud. La Commission des droits de l'homme du Sud-Soudan a présenté son rapport au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Il a constaté que depuis juillet 2016 «il y a eu une augmentation massive des violations flagrantes des droits de l'homme et des abus» qui peuvent constituer des crimes de guerre, dont les forces gouvernementales et les groupes armés non étatiques sont responsables. Il a déclaré qu'il était parvenu à ses conclusions "sur la base des informations reçues des détenteurs de droits, des victimes et des témoins des violations et abus des droits de l'homme, des acteurs de la société civile, des Nations Unies et des organismes humanitaires travaillant au Soudan du Sud, et du Gouvernement du Soudan du Sud. La Commission a également examiné les documents reçus de sources secondaires, y compris les rapports de la Commission d'enquête de l'Union africaine sur le Soudan du Sud, l'UNMISS, les organismes des Nations Unies et les organisations internationales et nationales des droits de l'homme". Il a demandé au gouvernement de "coopérer avec l'Union africaine pour l'établissement rapide d'un tribunal hybride pour le Sud-Soudan" et adopter une loi établissant "une commission de vérité, de réconciliation et de réparation". La Commission a suggéré que si le Sud-Soudan ne crée pas de tribunal hybride, l'Union africaine devrait le faire et Les Nations Unies devraient immédiatement établir une «enquête internationale impartiale et indépendante» sur les crimes les plus graves, y compris la violence sexuelle liée aux conflits, commis depuis décembre 2013, en recueillant , préservant et analysant les preuves des violations des droits de l'homme et des violations du droit international humanitaire ". <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/CoHSouthSudan/Pages/Index.aspx>

Espagne. Le porte-parole du Parti de la gauche unie du conseil provincial de Huelva a exhorté le rétablissement, la préservation et la numérisation des archives de la répression des homosexuels à la prison de Huelva pendant le régime de Franco. http://huelva24.com/not/96767/iu-pide-la-recuperacion-de-los-archivos-sobre-la-represion-contr-homosexuales-en-la-antigua-carcel-de-huelva-/?utm_source=Newsletter&utm_campaign=15302bab6b-Newsletter_Feb_2017&utm_medium=email&utm_term=0_84a7f06290-15302bab6b-225732189

Sri Lanka. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a publié un rapport critiquant les progrès lents dans la réconciliation et la justice d'après-guerre. Il a appelé à la «restitution de toutes les terres privées qui ont été occupées par les militaires» et à la création de la cour hybride, de la commission de vérité et du bureau recommandés précédemment, pour résoudre le sort des personnes disparues.

<http://reliefweb.int/report/sri-lanka/report-office-united-nations-high-commissioner-human-rights-sri-lanka-ahrc3420>

Suède. Le gouvernement a «proposé une loi qui accorderait une indemnisation aux hommes et aux femmes transgenres qui devaient subir une stérilisation obligatoire pour que leur sexe soit légalement réaffecté», une pratique qui a été interrompue en 2013 a déclaré *Reuters*. Le type d'archives qui documentait le programme de stérilisation n'a pas été signalé.

<http://www.reuters.com/article/us-sweden-transgender-sterilisation-idUSKBN16Y1XA>

Syrie. L'UNICEF a publié un rapport sur l'impact de la guerre sur les enfants. Ses documents d'archives montrent que «les violations graves sur les enfants en Syrie étaient les plus élevées en 2016.» «Au moins 652 enfants ont été tués, soit une augmentation de 20% par rapport à 2015», dont 255 ont été tués dans une école ou à proximité d'une école. Et "plus de 850 enfants ont été recrutés pour se battre dans le conflit, soit plus du double du nombre recruté en 2015." <https://www.unicef.org/media/files/UN055709.pdf>

Un projet de recherche basé à Berlin, l'Archive syrienne, a examiné "plus de 50'000 vidéos" d'Alep réalisées au deuxième semestre de 2016 et a vérifié "quelque 1'748 vidéos de violations des droits de l'homme à Alep et ses environs". Le fondateur de l'Archive a déclaré aux médias lors de la présentation d'un rapport sur le projet, "Alors que les attaques et les violations ont été commises par toutes les parties, y compris la coalition internationale, les forces turques et les groupes rebelles, la preuve visuelle analysée dans ce rapport montre que, de manière écrasante, les forces syriennes et russes étaient responsables de la plus grande quantité de violations des droits de l'homme dans la ville et les banlieues d'Alep pendant cette période", a déclaré *Deutsche Welle*.

<http://www.dw.com/en/syrian-archive-finds-overwhelming-russian-atrocities-in-aleppo/a-38169808>

Un autre activiste a créé un site Web appelé «Mémoire créative» qui «vise à archiver toutes les expressions intellectuelles et artistiques pendant la révolution. Il s'agit de collecter, écrire, enregistrer les histoires du peuple syrien, et les expériences par lesquelles ils ont regagné le sens de leur vie sociale, politique et culturelle». Merci à Cristina Bianchi pour cette information. <http://www.creativememory.org/?lang=en>

Taïwan. Le gouvernement établira un comité de sept membres pour "enquêter sur les cas du 5 octobre 1945, lorsque le Parti nationaliste chinois (KMT) est arrivé à Taiwan jusqu'au 16 novembre 1992, lorsque le gouvernement de KMT a mis fin à la loi martiale", a déclaré *Taipei Times*. Pour le contexte, voir *HRWG News* 2016-05. <http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2017/03/19/2003667061>

Tunisie. Le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD) était le parti au pouvoir depuis l'indépendance en 1956 jusqu'à sa dissolution à la suite de l'expulsion du président Zine al-Abidine Ben Ali en 2011. *Tunisienumerique* a signalé que les archives du comité de coordination du RCD de la ville de Kasserine seront transférées aux archives nationales. Les archives sont estimées peser 22 tonnes et peuvent éclairer la répression pendant les années du RCD au pouvoir. <https://www.tunisienumerique.com/tunisie-kasserine-22-tonnes-darchive-de-lancien-rcd-transferes-aux-archives-nationales/>

Turquie. Le Bureau des droits de l'homme de l'ONU a publié un rapport intitulé «Déterminer les allégations de destruction massive, de meurtre et de nombreuses autres violations graves des droits de l'homme commises entre juillet 2015 et décembre 2016 dans le sud-est de la Turquie pendant les opérations de sécurité gouvernementales qui ont touché plus de 30 villes et quartiers et déplacés entre 355'000 et un demi-million de personnes, principalement d'origine kurde». Le rapport était basé sur «des entretiens avec de multiples victimes, des témoins et des proches des victimes, l'analyse des informations fournies par le gouvernement de la Turquie, ainsi que des organisations non gouvernementales turques et internationales (ONG); des documents officiels; des documents open source; des images satellites, vidéo, matériel photographique et audio; et d'autres matériaux pertinents et fiables ». Le rapport comprend des liens vers des images satellitaires pertinentes. <http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21342&LangID=E>

Royaume-Uni. L'enquête indépendante sur les abus sexuels infligés aux enfants "pourrait avoir à demander l'accès aux archives royales après avoir entendu des preuves qu'elles détiennent des éléments pertinents pour les enquêtes sur les cas d'abus d'enfants", a rapporté *The Times*. L'enquête "croit que les archives contiennent des éléments de preuve concernant Fairbridge, un organisme de bienfaisance avec des liens royaux de haut niveau qui était fortement impliqué dans les programmes de migration des enfants" qui, entre 1945 et 1970, a envoyé des milliers d'enfants dans des écoles rurales éloignées en Australie occidentale où ils "ont souffert de punition physique et d'agressions sexuelles". Merci à Deborah Jenkins pour l'information. <http://www.thetimes.co.uk/article/child-abuse-inquiry-may-demand-access-to-royal-archives-jkc3gs9c5>

États Unis. Les projets de l'Administration Trump visant à expulser les immigrants sans papiers, en particulier ceux qui ont commis des crimes graves, amènent une foule de personnes aux bureaux du gouvernement pour obtenir des certificats de naissance pour les enfants nés aux États-Unis, a rapporté le *New York Times*. L'Institut de la politique de la migration, une organisation non gouvernementale, a estimé que, parmi les 11 millions de personnes sans papiers qui sont censés être dans le pays, «environ 33 pour cent, soit 3,3 millions de personnes, vivent avec au moins un enfant ressortissant américain» par naissance. En outre, «le Consulat général du Mexique à New York affirme qu'il a constaté une augmentation de 30 pour cent des demandes de citoyenneté double de parents mexicains avec des enfants nés aux États-Unis au cours des deux derniers mois» - les parents s'assurant que s'ils sont expulsés, leurs enfants peuvent les accompagner en tant que citoyens. https://www.nytimes.com/2017/03/08/nyregion/immigrant-families-birth-certificates.html?_r=0

Un médecin, écrivant pour *STAT*, a déclaré qu'elle avait «appris à laisser des blancs dans les dossiers médicaux de certains patients» pour protéger les sans-papiers. Elle a cité un médecin qui s'occupe régulièrement des réfugiés en disant: «Si vous ne les documentez pas, les autorités de l'immigration ne les découvrent pas». <https://www.statnews.com/2017/03/06/immigrants-undocumented-doctors/>

Le Registre national des exonérations est un projet de trois écoles de droit des États-Unis pour «fournir des informations détaillées sur chaque exonération connue aux États-Unis depuis 1989 - les cas dans lesquels une personne a été condamnée à tort pour un crime et plus tard dédouanée de tous les frais sur la base de nouvelles preuves d'innocence ». L'équipe de projet a publié deux études qui confirment ce que la plupart des observateurs savaient déjà: les personnes noires sont plus souvent reconnues coupables d'un meurtre ou d'une agression sexuelle par erreur que leurs homologues blancs reconnus coupables des mêmes crimes. L'année dernière, il y a eu 166 exonérations à l'échelle nationale, ce qui constitue un record. Le Registre détient des informations provenant de nombreuses sources sur 1'900 condamnations injustifiées de 1989 à la mi-octobre 2016. <http://www.vox.com/policy-and-politics/2017/3/7/14834454/exoneration-innocence-prison-racism>

L'ampleur des efforts numériques de l'Agence Centrale de Renseignement (CIA) - et, par conséquent, les énormes archives numériques de l'Agence - a été révélée par une autre publication de WikiLeaks. <http://www.chicagotribune.com/news/nationworld/ct-wikileaks-cia-20170308-story.html>

Julius et Ethel Rosenberg ont été reconnus coupables d'espionnage pour l'Union soviétique et exécutés en 1953. En 2008, un juge de la Cour fédérale à New York a ordonné la publication des transcriptions du témoignage secret du Grand Jury lorsque les témoins seraient décédés. Le dernier témoin est maintenant mort, et donc les Archives nationales ont ouvert la dernière transcription. <https://www.archives.gov/press/press-releases/2017/nr17-39>

Les deux sénateurs américains de Virginie ont présenté un projet de loi pour accorder la reconnaissance fédérale à six tribus indiennes de Virginie, a rapporté le *Washington Post*. "L'une des nombreuses difficultés auxquelles sont confrontées les tribus indiennes de Virginie dans leur quête de reconnaissance est un trou dans la tenue des archives qui a été créée par une loi d'état, la Loi d'intégrité raciale de 1924" qui exigeait que les naissances dans l'état soient enregistrées comme "blanches" ou "couleur" mais "sans option disponible pour les Indiens". Après 1924, "les naissances enregistrées en tant qu'indigènes sont devenues presque inexistantes, ce qui a donné lieu à ce que les historiens décrivent comme un «génocide de papier» des tribus indiennes". L'obtention d'une reconnaissance rendrait les tribus admissibles au Fonds fédéral pour le logement, l'éducation, les soins médicaux et autres avantages sociaux. http://www.readingeagle.com/a_pps/pbcs.dll/article?AID=20170320/AP/303209264/1010

États-Unis / Californie. Le système de l'Université de Californie (UC) a transmis à *Associated Press* «une liste de dossiers confidentiels» concernant les allégations d'inconduite sexuelle par des membres des facultés et du personnel de l'UC. Les dossiers, censurés en tout ou en partie pour des raisons de confidentialité, couvraient 112 cas de janvier 2013 à avril 2016 dans neuf campus. "Les fonctionnaires ont déclaré que les deux tiers des personnes accusées d'inconduite ne travaillent plus pour le système UC". <http://bigstory.ap.org/article/204d921c65cb4f78a341f147ac628e2d/uc-sexual-misconduct-files-show-faculty-resigned-retired?elqTrackId=07f4f3fa27884bf3a5c86ef88629a36b&elq=d7a6a9ade04241aa931a3c34fa4a1e0c&elqaid=12905&elqat=1&elqCampaignId=5319>

États-Unis / New York. La Cour d'appel de New York City a jugé qu'une "disposition litigieuse du code des droits civils de New York empêche les archives disciplinaires des policiers de la ville d'être ouvertes publiquement", a rapporté le *New York Times*. Des organisations de médias et deux groupes de défense des droits civils ont engagé des poursuites pour obtenir les documents, en faisant valoir que «rendre publics les archives des agents de police augmenterait la responsabilité et la transparence». <https://www.nytimes.com/2017/03/30/nyregion/civil-rights-law-section-50-a-police-disciplinary-records.html?rref=collection%2Fbyline%2Falan->

[feuer&action=click&contentCollection=undefined®ion=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=2&pgtype=collection](#)

Conférences, publications.

Les archives fédérales allemandes organisent une conférence le 10 mai 2017 et un atelier le lendemain à Austelletelle Lastenausgleichsarchiv à Bayreuth. Le sujet est «Services de recherche et travaux d'archives - une mission humanitaire dans la conscience de la société d'après-guerre et dans le présent». Pour plus d'informations, voir: <http://www.bundesarchiv.de/fachinformationen/05320/index.html.de>

La version arabe de *DatNav: la façon de naviguer dans les données numériques pour la recherche sur les droits de l'homme* a été diffusée. <https://www.theengineroom.org/datnav-digital-data-in-human-rights-research/>

Deux lectures : la vision d'un chercheur qui travaille dans les archives de Bosnie, à <https://cornellpress.wordpress.com/2017/02/16/archives-in-bosnia-in-minutes-and-hours/> , et un article sur les archives coloniales publié pour la première fois il y a deux ans, et maintenant republié à <http://newafricanmagazine.com/europeans-covered-backs-removing-colonial-archives/>

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à :

trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Les numéros précédents du Bulletin en ligne se trouvent sur

<http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et

<http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(Traduction française : Cristina Bianchi)